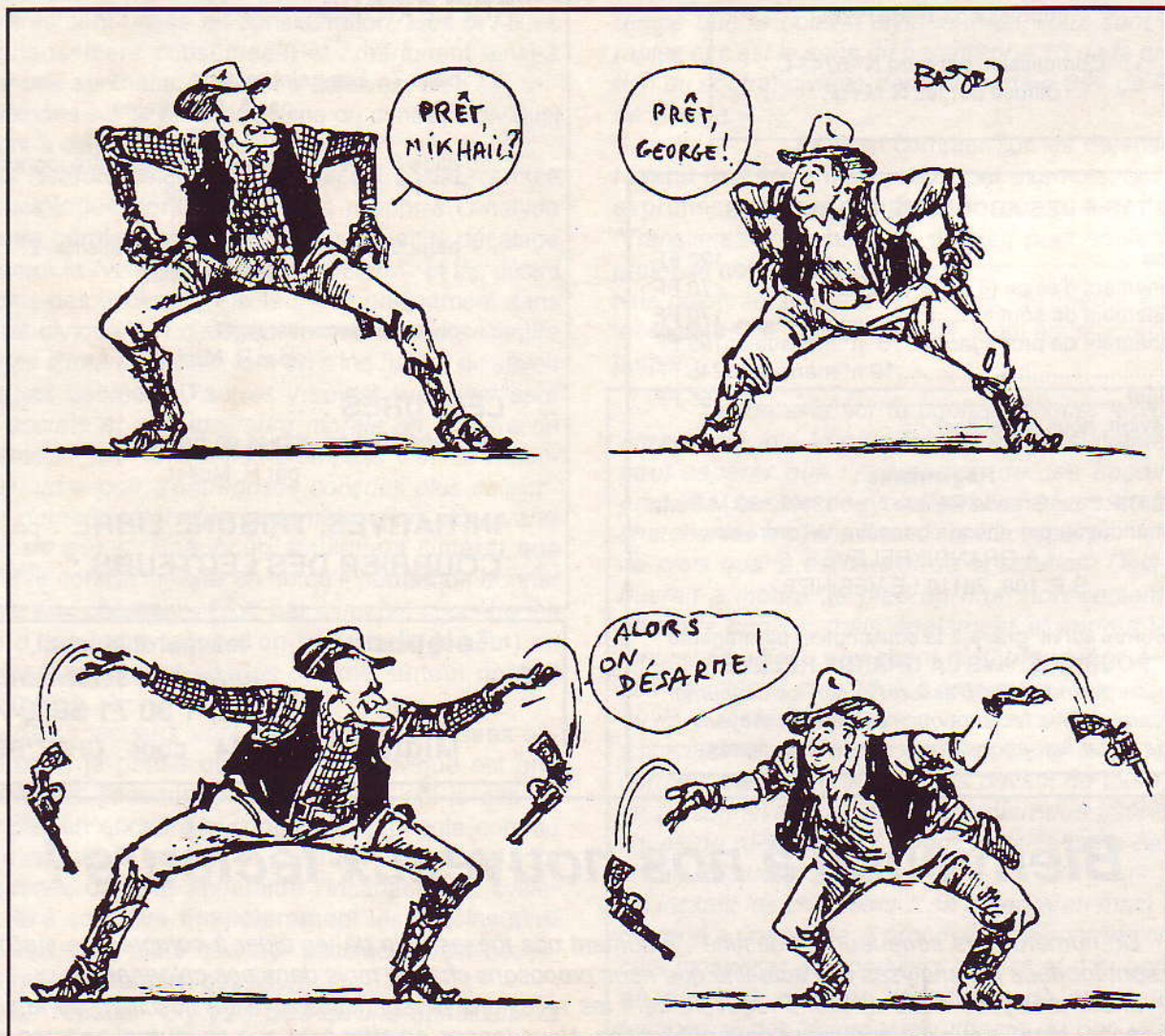


LA GRANDE RELÈVE

DES HOMMES
PAR LA SCIENCE

MENSUEL DE RÉFLEXION SOCIO-ECONOMIQUE FONDÉ EN 1934 PAR JACQUES DUBOIN



(d'après un dessin de Gene Basset)

**Le désarmement,
un nouveau drame économique ?!!**

M 1669 - 911 - 12,00 F



AU SOMMAIRE DE CE N° 911 :

Directrice de la publication :
Marie-Louise DUBOIN

Recherche et documentation :
René MARLIN

Diffusion et relations extérieures :
André PRIME

*Rédacteurs (tous bénévoles) :
les abonnés qui le souhaitent.
Les manuscrits sont choisis
par le comité de lecture
et ne sont pas renvoyés.*

Impression : R. PERNEL

Commission paritaire N° 57434.
Diffusé par les N.M.P.P.

TARIF DES ABONNEMENTS ANNUELS

France120 FF
Abonnement d'essai (6 mois)70 FF
Abonnement de soutien..... 170 FF
Abonnement de propagande : . 5 n° mensuels .195 FF
.....10 n° mensuels. 245 FF
Etranger155 FF
(Par avion, nous consulter)

Règlements :

par C.C.P. " La Grande Relève ", n° 13 402.39 M Paris
par mandat ou par chèque bancaire à l'ordre de :
LA GRANDE RELEVÉ
B.P. 108, 78110 LE VESINET

Ce journal survit grâce à la souscription permanente
"POUR QUE VIVE LA GRANDE RELEVÉ"
qui nous permet aussi d'assurer le service du journal
à ceux de nos lecteurs qui n'ont pas les moyens
de payer leur abonnement aux tarifs indiqués.

* ÉDITORIAL :

page 3 Pour la démocratie économique
par M-L Duboin.

* ACTUALITÉ :

page 4 Lu, vu, entendu.

page 5 Lettre ouverte aux socialistes
par A. Prime.

page 7 Lu, vu, entendu.

* RÉFLEXIONS :

page 7 Les palabreurs
par A. Chantraine

page 8 Démographie, autre désordre mondial
par A. Prime

page 9 Psychologie du conservatisme -2.
par P. Herdner.

page 10 Reconversion?
par R. Marlin.

* LECTURES :

page 13 Les lobbies en France
par H. Muller

* **INITIATIVES, TRIBUNE LIBRE :** page 14

* **COURRIER DES LECTEURS :** page 15

Téléphone : les mardi et jeudi,
l'après-midi seulement,
(16) 1 30 71 58 04

Minitel : 36 14 code CHEZ*REIN.

Bienvenue à nos nouveaux lecteurs !

Un numéro hors série leur est destiné, résumant nos thèses, afin de les aider à comprendre sur quelles bases sont fondées les analyses de l'actualité que nous proposons chaque mois dans nos colonnes.*

A ces analyses nous ajoutons régulièrement les réflexions personnelles qu'elles suscitent de la part de nos abonnés, et qui nous les adressent pour publication. Nous tenons en effet à ce que ce journal soit une tribune qui permette à ses lecteurs de réfléchir et débattre entre eux, c'est la raison pour laquelle nous donnons aussi le plus de place possible à nos rubriques "Tribune libre" et "Courrier des lecteurs".

Nous ne sommes pas des journalistes professionnels, mais des gens qui enragent de voir tout ce qui est possible et qu'on ne fait pas, faute, peut-être, d'y avoir pensé. Alors nous essayons, avec nos modestes moyens et toute notre bonne volonté, d'amener à ces réflexions le plus de monde possible.

Merci de vous associer à nos efforts pour un monde meilleur et plus humain.

La directrice du journal.

* Nous l'offrons à nos nouveaux abonnés et l'envoyons sur demande (25 F, franco) aux lecteurs intéressés.

**Voir en page 16 la liste des ouvrages et documents
qui sont disponibles, parmi ceux que nous avons publiés.**

Pour la démocratie économique

par Marie-Louise DUBOIN

La réflexion sur le contrat civique (1) suit son cours chez nos lecteurs, qui prouvent par là leur dynamisme et leur ouverture d'esprit... Il n'est évidemment pas possible de reproduire intégralement toutes les réponses reçues au "questionnaire 1991" de décembre dernier, mais je tiens à remercier ici tous ceux qui en envoyant leurs réflexions participent à notre recherche commune. Qu'ils soient assurés que toutes leurs lettres sont prises en considération, lues et relues (et soigneusement conservées) et contribuent ainsi à élaborer une synthèse, loin d'être achevée, bien sûr.

Les réflexions sur le principe même du contrat individuel se situent à différents niveaux :

Certains lecteurs voient surtout l'aspect social, comme cette sociologue dont nous avons rapporté l'analyse dans notre dernier numéro, et qui soulignait le décalage actuel entre la "vision des acteurs sociaux" et les désirs et besoins des exclus. Un lecteur voit uniquement dans le contrat civique "un dialogue permettant de satisfaire les tâches d'intérêt social", tout en s'inquiétant de savoir qui fera les corvées. D'autres y voient "une meilleure justice sociale et une meilleure morale en matière de rémunération" ou "la création d'emplois d'utilité reconnue" et "un espoir d'entreprises conçues plus collectivement dans l'intérêt d'un ensemble, d'un plus grand nombre de gens". Beaucoup soulignent l'intérêt que présente le contrat civique en ce qu'il permet de donner l'initiative aux chômeurs (Voir par exemple ci-contre les extraits d'une lettre reçue d'un très récent lecteur) en considérant le contrat civique comme surtout destiné aux chômeurs.

Mais certains lecteurs vont plus loin dans le sens où, précisément, je pense que le contrat civique est une transition vers l'économie distributive. C'est le cas du lecteur cité en encadré ci-contre, qui présente comme un point négatif le fait que le contrat civique aura pour conséquence de faire apparaître l'incapacité du système actuel à satisfaire **financièrement** les besoins ainsi mis en évidence, alors que leur satisfaction est nécessaire et **matériellement** possible.

Un lecteur répond : «J'y vois plus qu'une transition» et un autre souligne que le contrat civique permet l'aménagement du temps de travail. Je donne la parole à ce dernier car il montre bien un autre aspect de la transition que constitue le contrat civique : «dans la mesure où il restaure à chacun sa chance de travailler selon son tempérament, n'étant plus le jouet du marché du travail, de la concurrence des entreprises, de l'inquisition de fonctionnaires de tout poil ; dans la mesure où

(1) Présenté dans notre numéro 901 de juin dernier, puis peaufiné et discuté dans nos numéros 903, 906, 907 et 910. Nos nouveaux lecteurs en trouveront l'essentiel dans notre numéro hors série de janvier dernier.

le contrat civique prépare les mentalités en les déculpabilisant de leur manque de productivité ou au contraire de leur excès d'activité. Oui le contrat civique est une transition vers l'économie distributive si on introduit dans la notion de travail la préparation et l'ébauche de celui-ci, à savoir les études, l'apprentissage, la post-formation. L'esquisse d'un projet... fait partie du projet. En clair, il faut instituer un revenu de citoyenneté en même temps que le contrat civique : les deux sont inséparables et c'est le sens du paragraphe 13 de la présentation du contrat civique dans le numéro 901 de la Grande Releve.»

Peut-on compter sur les défenseurs du **revenu de citoyenneté**, ceux, par exemple, qui se sont exprimés sur le sujet dans un numéro de la revue "Transversales" publié l'an dernier, pour soutenir notre projet de **contrat civique** ?

Nos colonnes leur sont ouvertes, de même qu'à tous les lecteurs de **Transversales** à qui nous adressons ce numéro.

«Mon avis sur le contrat civique, le voici : la phrase qui m'a le plus frappé est la suivante : "On peut espérer que l'expression de ces besoins fera pression sur les pouvoirs publics et les amènera à chercher les moyens financiers nécessaires."

Je crois que là est la clef de la solution. Cela contribuerait à mettre au pied du mur, non seulement les pouvoirs publics, mais également et surtout les chômeurs. En effet, ceux-ci ont plutôt tendance à devenir des assistés et on s'efforce à ce qu'ils le deviennent et qu'ils y restent. Je pense notamment aux diverses associations d'aide aux chômeurs qui enferment ces derniers dans un ghetto en les privant de toute initiative personnelle avec en arrière plan des intérêts politiques de récupération. Ayant travaillé dans ce milieu, je sais de quoi je parle.

En incitant les chômeurs à se prendre en main et pour reprendre votre idée à proposer des contrats civiques, cela montrerait aux pouvoirs publics et à la population en général, que les chômeurs ne sont plus des femmes et des hommes en attente du bon vouloir de telle ou telle décision ministérielle pour une diminution du chômage qui n'arrivera jamais.

Donc, les points positifs du contrat civique sont pour moi, les suivants :

1. Mise en place d'une dynamique de la part des chômeurs démontrant qu'ils peuvent se prendre en main et faire des propositions concrètes.
2. En choisissant les "travaux" à effectuer, donc ce qui ne peut pas se faire actuellement, ils mettraient le doigt sur les défaillances de notre système économique actuel.
3. Enfin, par la force des choses, ils démontreraient

(suite page suivante)

(suite de la page précédente)

les vertus de l'économie distributive d'une manière souple.

Les points négatifs :

1. Les pouvoirs publics accepteront-ils de prendre part à ces initiatives ? Notamment quand on leur présentera la liste des besoins matériels et des revenus exigés. La réponse ne sera-t-elle pas comme d'habitude : « Nous n'avons pas d'argent pour financer telle ou telle chose... » ?

2. Les chômeurs se laisseront-ils convaincre ? Le scepticisme, la lassitude, l'assistanat règnent chez eux, surtout pour les chômeurs de longue et très longue durée. Il y a toute une éducation à faire à ce niveau. Leur demander de proposer des contrats civiques ne sera pas facile. Les associations de chômeurs accepteront-elles de participer ? Surtout les associations dites intermédiaires qui tirent bénéfice de services proposés aux particuliers comme aux entreprises, à l'instar des sociétés intérimaires. Si vous voulez mon avis sur ce point précis, je vous dirai ceci : pour réussir il faut passer au-dessus des associations de chômeurs existantes déjà pour s'adresser aux intéressés directement et uniquement. Car les associations - gérées et financées pour la plupart par les pouvoirs publics directement ou indirectement - ne seront pas toujours partantes pour cette idée qui bouleversera le paysage du monde du travail.

Bref, le principe du contrat civique est bon, mais la tâche sera rude ! »

J.-C. G., Libourne.

Dialogue sur la compétitivité

Paul Lannoye, Vert, s'adressant à Delors : « J'ai certains doutes après avoir entendu, Monsieur le Président, prononcer, dans un discours de trente-cinq minutes, douze fois le mot compétitivité. Ce mot compétitivité ne me fait pas peur et je ne suis pas contre la compétitivité, mais j'aimerais que s'ouvre un jour le débat sur le point de savoir avec qui nous sommes en concurrence, à quelles fins, quel est le sens de cette concurrence, qui perd et qui gagne dans cette compétition et qui est l'adversaire. »

Réponse de Delors : « Vous avez parlé de la compétitivité. Nous pourrions avoir un débat spécial sur ce point, mais vous savez, depuis que je travaille je pense que lorsqu'il n'y a pas de foin au râtelier, ce n'est pas la peine de parler de solidarité. Or, pour avoir du foin au râtelier, il faut que cessent ces licenciements massifs dans les grandes entreprises européennes, il faut retrouver un bon niveau de compétitivité. »

On peut s'inquiéter qu'un futur présidentiable ait une "pensée" aussi contradictoire : la compétitivité - nombre de ses pairs ont fini par le reconnaître - est précisément la cause des licenciements massifs. Alors qui mangera le foin ? Les chômeurs ?

Au fait, d'une façon plus générale, qui mange du foin ?

Investissements productifs

Les investissements productifs très poussés qui ont été réalisés entre 1985 et 1991 par Charbonnages de France ont permis de supprimer en gros la moitié des emplois (20.000 sur 40.000). Mais les concurrents mondiaux ne restant pas inactifs, cela a fait baisser le prix du charbon : Charbonnages de France a perdu 5 milliards de francs. Joli résultat !

(France-Inter, 1^{er} avril 1992)

Ce n'était, hélas, pas un poisson !

Chômage

* **L'Automobile** n'est pas au bout de ses restructurations. Cela fait sept ans que Renault, Peugeot-Citroën et leurs fournisseurs courent pour rattraper la productivité des Japonais. Eh bien, ce n'est pas fini. Selon un rapport du Commissariat général au Plan, ils vont devoir supprimer 66.300 postes de travail - un emploi sur cinq - d'ici à 1994.

(EDJ, 12-18 mars 1992)

* **Israël.** Actuellement, 60.000 immigrants russes sont sans travail. Des médecins ne trouvent qu'un métier de balayeur. Le chômage devrait atteindre en 1992 16 % de la population laborieuse.

* **La MAAF**, la Mutuelle des artisans, basée à Niort, envisagerait un plan de réduction de la masse salariale pouvant entraîner en 1993 la suppression de 808 emplois, selon les syndicats de la société. La MAAF emploie 4032 personnes, dont 1500 à Niort.

(Libération 23 mars 1992)

* **Grande-Bretagne.** Nouvelle progression de chômage en février (+40.200). Total : 2,65 millions de chômeurs, soit 9,4 % de la population active.

tants, 2 millions de véhicules brûlant 20 millions de litres par jour, 200 installations industrielles très polluantes ; tout cela dans un air où l'oxygène est raréfié. Mexico est à 2200 mètres d'altitude. Et la ville continue de grossir... surtout en bidonvilles.

* **Telecom.** Maggie à peine partie, les Britanniques n'en finissent pas de découvrir l'envers du décor ultralibéral : récession, inflation, et surtout chômage (10,4 %). Et ce n'est pas British Telecom qui va inverser la tendance : le groupe de télécommunication, récemment privatisé, annonce 25.000 suppressions d'emplois d'ici à mars 1993, soit 10 % de ses effectifs. Ce qui porte la purge à 60.000 personnes en trois ans. Le groupe invoque une productivité insuffisante : les employés de BT gèrent 114 lignes chacun, contre 185 pour ceux de France Télécom.

(EDJ, 12-18 mars 1992)

A.P

La "lettre ouverte" qui suit, d'André Prime, a été imprimée de façon à permettre à nos lecteurs qui le souhaitent de la découper pour la diffuser auprès de militants socialistes ou écologistes.



LETTRE OUVERTE AUX SOCIALISTES

*Mignonne, allons voir si la rose, ...
A point perdu, cette vêprée,
Les plis de sa robe pourprée...*

Cette vêprée du 22 mars, quelle "déculottée", selon Françoise Giroud, quelle "dégelée" selon François Mitterrand ! 20 % des voix pour les socialistes et apparentés. Les dirigeants, qu'ils soient à la tête du gouvernement ou du Parti, vont-ils enfin comprendre ?

Comprendre que l'abandon du socialisme - ou, pour le moins, d'une politique volontariste de lutte contre les méfaits les plus criards du capitalisme - a fini par écœurer leurs électeurs qui n'oublent pas qu'ils ont voté jadis pour "changer la vie" ?

Comprendre que céder sans cesse à ceux qui détiennent le pouvoir économique - mieux : aller au devant de leurs désirs (désindexation des salaires, impôts sur les bénéfiques ramenés en dix ans de 50 à 33 %, etc...) - ne leur apportera pas une seule voix de droite ?

Après dix ans de pouvoir, rien d'essentiel, de fondamental du programme des socialistes d'avant 1981 n'a été réalisé. Au contraire. Le chômage ? Doublé, malgré les promesses du candidat Mitterrand et, plus tard, celles de Pierre Mauroy surfant sur "la crête des deux millions de chômeurs". La diminution des armements ? Jamais on n'a vendu autant d'armes à l'Irak que pendant la décennie écoulée. Et le logement ? Et les banlieues ? ... On n'en finirait pas. L'explication avancée par les dirigeants socialistes est un peu courte : «*Dans l'exercice du pouvoir, nous avons dû apprendre la "culture de gouvernement"*». La formule est belle - comme celle des "petits boulots" devenus "travaux de proximité" - mais elle n'est qu'un alibi. A preuve, ce que disait le nouveau secrétaire du PS la veille et le lendemain des élections : «*Les résultats ne sont pas bons... le recul du PS confirme l'ampleur de la rénovation et la clarification des idées et des pratiques à accomplir... Il y a lassitude de ce qui est considéré comme le pouvoir ... On ne sait pas répondre aux besoins des Français... Une certitude il va falloir rénover, rénover, rénover...*»

On eut dit qu'il frappait les trois coups, comme si la pièce allait pouvoir enfin commencer... après dix ans d'attente !

Et tout d'abord, il est temps que les dirigeants socialistes, sauf à laisser croire qu'ils sont hypocrites ou stupides, comprennent et admettent ce que les capitalistes reconnaissent enfin après des décennies de dénégations. Trois exemples :

* Yvon Gattaz, ancien "patron des patrons", sur France-Inter le 18 mars : «*Le chômage est mondial. Il n'y a pas de remède miracle surtout avec la productivité actuelle... Les investissements qui font les emplois, ça me fait sourire : ce qui se vend le moins cher, c'est ce qui se fait avec le moins de main-d'œuvre*».

* Favilla, éditorialiste des Echos, le 12 mars : «*Si l'humanisme ne fait pas bon ménage avec le naturalisme, il est tout autant incompatible avec une confiance aveugle à l'égard du progrès. Bien maîtrisé celui-ci apporte le meilleur ; laissé à lui-même, à sa fuite en avant, il est aussi capable du pire ; objet de libération s'avérant sujet de nouveaux asservissements et périls. Questions au développement pour ses conséquences régressives : ses tonnes d'effluents, ses mégapoles invivables, ses cohortes d'exclus par l'accélération de la course aux rendements. L'importance des aspects destructeurs du progrès impliquerait que l'Occident conduise là-dessus une réflexion en profondeur. Où conduit une course à la productivité qui, supprimant les hommes, supprime d'autant un nombre croissant de consommateurs solvables?*»

* Olivier Giscard d'Estaing, frère de Valéry, dans le Figaro du 24 février, «*Pour un nouvel ordre économique mondial : Les progrès spectaculaires des pays industrialisés ont été possibles grâce à l'investissement, à la productivité et à la stimulation de la concurrence. Mais maintenant, on constate que ces trois données non seulement ne résolvent ni les problèmes de l'emploi, ni ceux de l'inégalité sociale, mais qu'elles tendent à les aggraver. L'investissement crée des surcapacités, la productivité entraîne le chômage - comme ce fut le cas pour l'agriculture - Il ne suffit pas de créer des richesses pour créer des emplois il faut qu'il existe un pouvoir d'achat pour pouvoir les consommer. La productivité diminuera considérablement le nombre des emplois industriels, les ramenant de 30 % à 20 % de la population active, comme il réduira le nombre de ceux des services, dont l'accroissement est déjà stoppé aux Etats-Unis.* »

Voilà enfin un consensus qui contredit la phrase fameuse de l'ex-chancelier Helmut Schmidt qui a nourri la pensée et la conduite des hommes politiques et des économistes "distingués" pendant toutes les années de crise : «*Les profits d'aujourd'hui sont les investissements de demain qui créeront les emplois d'après*

demain». **C'est tout le contraire qui s'est produit : pour la première fois dans l'Histoire, le chômage a cru inexorablement en même temps que la production : c'est l'impasse.**

Cela dit, une deuxième évidence s'impose : si, au fil des décennies passées, le secondaire a pu absorber les agriculteurs excédentaires, puis le tertiaire se nourrir du primaire et du secondaire dont les effectifs fondaient avec la mécanisation et la robotisation, c'est désormais, là aussi, l'impasse, la deuxième, aussi incontournable que la première. Olivier Giscard d'Estaing le dit très bien : *«La productivité réduit considérablement les emplois industriels... comme elle réduira le nombre de ceux des services dont l'accroissement est déjà stoppé aux Etats-Unis»*. C'est clair et c'est exact. Depuis des années, on nous a seriné que le tertiaire était indéfiniment extensible. Faux. Il atteint en gros 70 % dans les pays industrialisés. **A son tour, mécanisé** (bureautique, informatique), **le tertiaire débauche.**

Et derrière le tertiaire, il n'y a rien : il n'y a pas de quaternaire.

Après leur défaite cuisante aux Régionales, le choix des socialistes est limité : **ou la poursuite de leur déclin, ou le changement.**

Après l'effondrement des pays du "socialisme réel", pour répondre à la "nouvelle philosophie libérale", illustrée par la déclaration de Fukuyama devenu célèbre avec un seul article "Le monde est maintenant fini", une seule solution :

Travail : le retour du partage :

«Il faut entendre Pierre Bérégovoy, lui aussi subitement converti à son culte, en vanter désormais les mérites avec componction. Et Michel Rocard le décrire sans rire comme la seule voie possible pour l'avenir. Pourquoi un tel revirement des esprits ? Simple-ment parce qu'en dix ans de pratique, la gauche a fini par se rendre compte que notre taux de croissance ne suffirait jamais pour résorber le chômage, les hausses de productivité mangent l'emploi. Et qu'en somme, le seul moyen d'y parvenir était de partager le gâteau, comme a déjà entrepris de le faire l'Allemagne.»

(L'Événement du Jeudi, 19-25 mars)

Elections

«C'est qu'ils (les socialistes) en ont trop fait, en même temps qu'ils n'en faisaient pas assez. D'un côté les affaires, de l'autre une satisfaction gestionnaire béate, ... pas une réforme digne de ce nom. Pas une.»

(Françoise Giroud, Nouvel Observateur, 26 mars)

1. Faire alliance avec les forces montantes, essentiellement les écologistes, dont le programme - un programme "humaniste" global - est loin de se réduire à la "défense des petits oiseaux" comme voudrait le faire croire une droite bornée.

2. Se doter - enfin - d'un "grand dessein", réaliste, ce qu'avait souhaité Fabius il y a quelques années. Mais il faut un projet clair, simple, allant beaucoup plus loin que le dernier projet socialiste que, du reste, personne n'a lu. Point n'est besoin de changer "de" régime du jour au lendemain, comme il était écrit dans les anciens statuts du Parti ; mais au moins changer "le" régime, profondément socialement. La suite viendra naturellement.

Il faut sortir de cette société duale qui se creuse de jour en jour. Simple constatation : le chômage coûte à la France 400 milliards de francs chaque année (soit plus de 130.000 francs par chômeur).

C'est le moment d'en finir avec une situation qui apparaît de plus en plus absurde, ubuesque, et fabrique exclus, désespérés, délinquants, drogués, voire criminels.

Objectif numéro un : un plan, sur cinq ans par exemple, **de partage du travail résiduel** entre tous. Ce que l'économie de marché avait su faire pendant les "30 glorieuses" autour des 40 heures, pourquoi ne pourrait-elle plus le faire en s'adaptant aux nouvelles avancées technologiques ?

Il suffit de partager, comme avant "la crise" les gains de productivité, en clair "solvabiliser" nettement mieux tous les acheteurs potentiels. La situation actuelle sans issue doit conduire impérativement à l'équation suivante: travailleurs à 40 heures + 10 % de chômeurs = travailleurs à "x" heures + chômage tendant vers zéro + loisirs pour tous augmentés.

Mais la concurrence internationale, objectera-t-on ? Faux problème : voyez l'évolution de l'Allemagne vers les 35 heures avec augmentation du pouvoir d'achat, grâce au partage des gains de productivité précisément. Et à quoi servent les réunions du G7, les pays les plus industrialisés ? Ne peut-on y étudier sérieusement la situation mondiale, le chômage, tout comme les problèmes écologiques qui se posent à la planète ?

Une méthode : il faut commencer par expliquer, expliquer encore, expliquer toujours, pour pouvoir enfin "rénover, rénover, rénover", selon le souhait du premier secrétaire du PS.

Les Français ne sont pas - ils l'ont prouvé en votant à près de 70 %, faisant une fois de plus mentir nos moroses sondes - dégoutés de la politique, mais seulement des hommes politiques qui ne leur font que des promesses et ne leur ouvrent aucun horizon radieux, ou, plus simplement, digne de leur condition d'Homme. Laurent Fabius a raison de dire que les électeurs ont **«voulu sanctionner les pratiques, mais non les idéaux de la gauche»**.

André Prime

Mexico-Pollution

Pour la cinquième fois depuis le début de l'année, il faut déclencher le plan antipollution : fermeture de toutes les écoles, activité industrielle réduite de 30 %, circulation automobile réduite de 50 %. 18 millions d'habitants, 2 millions de véhicules brûlant 20 millions de litres par jour, 200 installations industrielles très polluantes ; tout cela dans un air où l'oxygène est raréfié. Mexico est à 2200 mètres d'altitude. Et la ville continue de grossir... surtout en bidonvilles.

Le duo parfait

«Nous pouvons affirmer que tout ce qui s'est passé en Europe orientale, au cours des dernières années, n'aurait pas été possible sans la présence de ce pape (Jean-Paul II).»

Qui s'exprime ainsi ? Mikhaïl Gorbatchev, le président de l'ex-URSS, dans un article du journal italien La Stampa, repris par Libération.

«Je crois que Mikhaïl Gorbatchev est un homme de principe, spirituellement très riche. Un personnage charismatique qui a eu sans aucun doute une influence déterminante sur le cours des événements en Europe de l'Est.»

Qui parle ainsi ? Le pape Jean-Paul II dans une interview au même journal.

(Ouest-France, 7-8 mars 1992)

Deux poids, deux mesures

* **Droits de l'homme ?** Les 21 et 22 mars, le gouvernement turc réprime violemment une manifestation kurde séparatiste : 45 morts, 200 blessés. Curieux : on n'a entendu aucune voix s'élever dans les "pays de civilisation avancée", en gros ceux de la guerre du Golfe. Pas même celle de l'ONU. Tout comme lorsque Saddam Hussein expérimentait les "produits" occidentaux (gaz fournis surtout par la RFA) sur ses populations kurdes en rébellion. Vous avez dit "droits de l'homme" ? Pour qui ?

* **Pauvre Boris.** Après la rébellion des Tchetchènes (1,2 million d'habitants) réclamant leur indépendance au sein de la Russie, voilà que le Tatarstan (3,6 millions de Tatares) vote à 60 % pour son indépendance, ce que récuse le Tsar Boris Eltsine qui juge ce vote "anticonstitutionnel". Ce qui est bon pour lui - pour la Russie - au sein de l'URSS - n'est pas bon pour les républiques indépendantes de Russie. Pour tout arranger, voilà que Gorbatchev prédit courte vie à son rival à la tête de la Russie : «Ce ne sont que des personnalités provisoires.»

* **Côte d'Ivoire.** L'ami de Mitterrand, Houphouët Boigny, emprisonne les leaders de l'opposition. Ça ne gêne pas notre Président défenseur acharné des droits de l'homme et du pluralisme démocratique.

A.P

des chiffres :

Faillites bancaires

Aux Etats-Unis, à ce jour, les faillites (pour le moment 70 cas) des caisses d'Epargne, assumées par l'Etat pour éviter les troubles, coûteront 160 milliards de dollars (plus de la moitié du budget français) à l'ensemble des contribuables américains. Et ce n'est pas fini : une centaine d'autres banques de prêt et d'épargne risquent encore de faire faillite cette année.

(d'après le Figaro, 29 mars 1992)

Elections régionales

Des chiffres inquiétants : FN Dreux (Mme Stirbois) 36,3 %, Perpignan (100.000 habitants) 31 %. Mais le grand Chef qui espérait 40 % n'en obtient que 27 % à Nice.

Rocard, dans les Yvelines : 12,34% contre 30% en 1986 (Génération Ecologie 12,81% + 8% Verts). Marchand, en Charente-Maritime, 21% au lieu de 34%. Démocratie, où es-tu ? Avec le mode scrutin actuel, les résultats des Régionales, projetés en législatives, donneraient, en nombre de sièges (les pourcentages de voix sont arrondis) PS : 101 (16,5%), UPF : 421 (33%), FN : 4 (14%), Ecolos : 2 (14%), PC : 27 (8,7%). Le reste réparti entre les divers.

Avec la proportionnelle : PS: 137, UPF: 262, FN: 70, Ecolos: 46, PC: 30. Plus divers.

Accélération du progrès

Il y a deux siècles, en 1794, Chappe installait son premier télégraphe optique entre Paris et Lille. Suivirent rapidement Paris-Strasbourg, Paris-Lyon, prolongé plus tard (Bonaparte oblige) jusqu'en Italie, et Paris-Brest. Entre Paris et Brest, il y avait 80 relais, et 8 minutes suffisaient pour un bref message. Evidemment la nuit et par temps de brouillard, le télégraphe de Chappe était inutilisable. Mais tout de même, il faut saluer ce grand précurseur. De là-haut, peut-être contemple-t-il nos communications par satellite !

A.P

Les palabreurs

Parler, parler, c'est leur devise !
Voyez-les, ces hommes de tous bords
exposer d'une voix sonore
leur long chapelet de bêtises.
Ils nous imposent un mode de vie
de discussions, de bavardages,
de prestige et de gaspillage
qui coûte cher à l'économie.
Bien maintenus par les pressions
de "l'économique-financier",
ils nous empêchent de construire
une économie de raison,
celle qui porte le noble nom
d'ECONOMIE DISTRIBUTIVE !

Albert Chantraine

DEMOGRAPHIE, AUTRE DESORDRE MONDIAL

par André PRIME

Un humaniste aussi indiscutable que Cousteau n'hésite pas à placer en tête des dangers planétaires une démographie galopante comme celle que nous connaissons depuis quelques décennies.

Tout est dit en cinq chiffres:

- 1800 1 milliard d'habitants
- 1930 2 milliards d'habitants
- 1960 3 milliards d'habitants
- 1974 4 milliards d'habitants
- 1991 5,4 milliards d'habitants.

Les spécialistes observent "une tendance au ralentissement des pourcentages de croissance". Mais, si, dans les années soixante, une croissance de 2,5% l'an se traduisait par un doublement de la population en 28 ans (75 millions d'humains de plus en moyenne annuelle), le taux actuel de 1,8%, s'appliquant à 5,4 milliards d'habitants, se traduit par un accroissement annuel de 97 millions = 12 de plus. Une spirale infernale!

Les diverses hypothèses que les spécialistes peuvent faire, aboutissent à une population mondiale variant entre 10 et 13 milliards aux environs de l'an 2030.

Une étude parue dans *Science et Vie* (nov.1991) confirme ou précise ce que nous avons maintes fois évoqué dans la Grande Relève. Les problèmes que pose à la planète une telle évolution démographique sont :

— le niveau de vie. *Sciences et Vie* titre : "un demi-milliard de riches toujours plus riches, 10 milliards de pauvres, aussi pauvres... Un creusement redoutable du fossé entre les pauvres et les riches". C'est le mal que nous dénonçons avec un capitalisme planétaire et son cortège: misère, drogue, délinquance, guerres, etc(1).

— la pollution: sol, sous-sol et atmosphère proche océleste. Imaginons un instant ce qu'il adviendrait de la dégradation de notre planète si elle comptait 10 ou 13 milliards d'habitants ayant le niveau de vie des pays industrialisés (ce que pourtant chaque humain est en droit d'espérer): couche d'ozone, réchauffement, pluies acides, pollution des nappes, rivières, mers...

— urbanisation délirante et incontrôlée. Dans les pays pauvres, on devrait plutôt parler de "bidonvillages" (2). Le plus extraordinaire, c'est que les mégapoles se développent davantage dans les pays pauvres: Lagos et Casablanca, villages au début du siècle, atteignent respectivement 5 et 3 millions d'habitants. A la fin du siècle, 50% de la population mondiale vivra dans les villes. Selon l'OMS, il y aura 60 mégapoles de plus de 5 millions d'habitants dont 45 dans les pays en voie de développement. Dès aujourd'hui on ne compte que deux villes (Tokyo et New-York, respectivement 24 et 18 millions d'habitants) dans les pays riches, sur les dix les plus peuplées du monde.

Inutile de préciser que la pollution de l'air dans les villes —donc pour 50% des humains— est sans commune mesure avec celle des campagnes: dioxyde de soufre,

oxyde de carbone, d'azote, plomb (automobiles). D'où innombrables problèmes de santé.

On le voit, une économie, une société comme celle que nous préconisons peuvent difficilement s'accommoder d'un accroissement incontrôlé, exponentiel autant que démentiel des habitants de la terre. Or ce n'est ni sur le capitalisme, ni sur les religions, que nous pouvons compter pour freiner le développement démographique. Il faudrait pour cela que les pays pauvres deviennent riches —ce n'est pas demain la veille— car, dans l'état actuel des choses, seuls les pays riches sont tombés à un taux de croissance démographique zéro(3) (de -0,1 pour l'Allemagne à +0,4 pour la France et les Pays-Bas, contre +3,4 à 4,1 pour les pays pauvres). Dans un monde qui compterait 500 millions de nantis (modestes pour beaucoup) et 10 milliards de pauvres, l'espoir de l'abondance pour tous serait, c'est du moins mon opinion, réduit à un vœu pieux, quels que puissent être les progrès de la science et de la technique.

— — —

(1) Actuellement, 20% des individus les plus pauvres ne disposent que de 4% des richesses de la planète contre 58% pour les 20% les plus riches.

(2) Le nombre des logements sans eau courante est passé de 138 millions en 1970 à 215 millions en 1988; celui des logements sans sanitaires convenables de 98 à 340 millions (source Science et Vie).

(3) Malgré l'augmentation de la longévité : environ 10% en 15-20 ans.

Qui a écrit cela?

"Les progrès spectaculaires des pays industrialisés ont été possibles grâce à l'investissement, à la productivité et à la stimulation de la concurrence.

Mais maintenant, on constate que ces trois données non seulement ne résolvent ni les problèmes de l'emploi ni ceux de l'inégalité sociale, mais qu'elles tendent à les aggraver. L'investissement crée des surcapacités, la productivité entraîne le chômage —comme; ce fut le cas pour l'agriculture— et la concurrence mène à une stérile guerre économique avec des pratiques douteuses et des pertes ruineuses pour les entreprises. Il ne suffit pas de créer des richesses pour créer des emplois; il faut qu'il existe un pouvoir d'achat pour pouvoir les consommer. La productivité diminuera considérablement le nombre des emplois industriels, les ramenant de 30% à 20% de la population active, comme il réduira le nombre de ceux des services dont l'accroissement est déjà stoppé aux Etats-Unis. Le chômage occidental et l'énorme chômage dans le reste du monde non seulement démoralisent ceux qui veulent travailler, mais entraînent une formidable perte de pouvoir d'achat et de création de richesses."

(réponse dans ce numéro)

Psychologie du conservatisme - 2.

par Pierre HERDNER

Le conservatisme contre la méthode cartésienne

Au chercheur qui réfléchit sérieusement à un problème sociologique, deux règles de logique s'imposent impérativement : remettre en question les idées reçues et les préjugés de toute sorte ; tenir compte de toutes les données qui interviennent dans la genèse d'un phénomène. Ces deux règles ne font que traduire en d'autres termes deux préceptes qui figurent dans le Discours de la Méthode : Descartes prône le doute poussé jusqu'aux dernières limites et il met en garde contre les "dénombrements incomplets" (1).

Or, le conservateur viole la première de ces règles par la tendance de son esprit à la fixité, la seconde par la façon schématique et simplificatrice dont sa philosophie conçoit le monde et la société.

1. Les dogmes inébranlables

Les jugements d'un conservateur sont rigides et définitifs, parce qu'il est conditionné tant par ses propres préjugés que par les idées reçues qu'il tient de son milieu. Ses postulats, n'étant jamais remis en question, sont devenus des dogmes. Il est donc aux antipodes du doute cartésien. Par ses fautes de logique et de méthode, il se condamne lui-même à l'erreur.

2. Le schématisme de la pensée

Le conservateur a du monde une vision étroite, simplifiée, schématique. Ignorant la pluralité des facteurs qui engendrent un phénomène, il les réduit volontiers à un seul, et il est enclin aux généralisations abusives. Or un peu de réflexion montre que cette prédilection pour le schéma simple le conduit à minimiser les possibilités qu'ont les sociétés humaines de se transformer.

En effet, pour un penseur sans préjugés, les faits parlent en faveur de la "contingence" due au hasard et aux décisions prises par les individus. La pluralité et la variabilité des facteurs qui interviennent dans le devenir historique le rendent aléatoire et imprévisible. Le conservateur, au contraire, ne retient habituellement que ceux qui agissent dans le sens du maintien de l'état actuel, - d'où sa référence constante à la "nature humaine". Il ignore le rôle joué par les élites minoritaires.

On voit comment cette tournure d'esprit aboutit à une surestimation des déterminismes sociaux. C'est bien l'aspect qu'a retenu J-M. Domenach, qui définit ainsi "la démarcation entre l'homme de droite et l'homme de gauche" : «le premier pose que les déterminismes économiques, sociaux, héréditaires l'emportent toujours sur l'action libre ; le second croit pouvoir, malgré tout, insérer la liberté dans le réel.»(2).

Cet auteur a donc caractérisé le conservatisme de la droite, comme je l'ai fait moi-même, par une opinion relative à la possibilité d'une évolution de la société, mais il ne l'a pas liée au schématisme de la pensée. La définition serait incomplète si on n'y ajoutait pas l'aspect

figé de la pensée conservatrice ; J.M. Domenach ne l'a pas ignoré (3), mais il ne l'a pas mis suffisamment en relief.

Les termes employés présentent le conservatisme sous son aspect le plus réfléchi et le plus philosophique, et l'on serait tenté de penser que cette philosophie peut après tout se défendre. J'estime personnellement qu'elle manque de profondeur : elle privilégie arbitrairement le ou les facteurs qui paraissent se prêter le mieux à l'énoncé de lois scientifiques, ce qui est le signe d'une regrettable tendance bien moins scientifique que scientifique (4).

Remarques finales

Ces deux traits - fixité et schématisme - convergent très naturellement et sont faits pour s'associer. Leur synthèse est un dogmatisme sans nuance. Une idée schématique devient facilement une "fausse évidence" à laquelle on s'attache définitivement. C'est ainsi que le conservateur s'est figé dans sa croyance à un monde figé dont il ne perçoit pas la complexité.

L'étude plus particulière de deux types bien caractérisés me permettra d'affiner mes analyses et d'apporter quelques précisions nouvelles. Ce sont le traditionaliste et le faux réaliste. Nos lecteurs les reconnaîtront pour les avoir souvent rencontrés.

(1) Premier et quatrième précepte, dans la troisième partie du Discours.

(2) Jean-Marie Domenach, "Lettre à mes ennemis de classe" (1984), p. 68-69. Dans cet ouvrage provocant, sévère pour la gauche, l'auteur reproche au socialisme d'avoir en fait manqué à sa vocation, notamment en manifestant des tendances "historicistes" qui engendrent un déterminisme rigide.

(3) Il signale en passant que l'homme de droite est un homme conditionné.

(4) Le scientisme, généralement considéré aujourd'hui comme dépassé, s'est répandu surtout après 1850. Emile Bréhier définit cette conception du monde comme «celle d'un tissu de phénomènes enchainés par des lois rigoureuses, avec la négation de la finalité et de la liberté qu'elle suppose».

Souscription permanente "Pour que vive la Grande Relève"

Mme Lahens 300 - P. Béné 55 - Mme Pluyaud 50 - R. Varin 30 - R. Helfer 30 - M. Rebierre 130 - Deguilhem 60 - G. Roty-Colard 70 - Mme Glade 50 - A. Bellido 30 - A. Guénin 30 - E. Siroit 30 - R. Lobjeois 150 - G. Darnault 180 - L. Collet 80 - Mme Luce 1.000 - G. Houdart 30 - S. Mutel 80 - G. Lecaille 130 - P. Botte 830 - R. Piquet 200 - J. Nantet 80 - G. Beaux 80.

Total 2.905 F.

Merci à tous !

Reconversion ?

par René MARLIN

Le croquemitaine soviétique ayant disparu, les temps sont durs pour les fabricants et les marchands d'armes qui ne sont d'ailleurs plus des artisans-trafiquants, ni de grands industriels comme Citroën, de Wendel ou Nobel, mais les Etats eux-mêmes, par le biais des entreprises nationales. Les nouveaux ennemis "héréditaires" ne sont pas à la hauteur de la situation ainsi que la guerre du Golfe l'a montré. Malgré l'exaltation médiatique des nouvelles armes électroniques, télécommandées, chirurgicales et massives, la représentation n'a pas duré suffisamment. Le nombre des victimes a été infime dans la coalition. Quant aux quelque cent ou deux cent mille Irakiens disparus, qui s'en soucie? Mais surtout le stock d'armements de toutes natures a été à peine entamé et la réserve alimentaire ne sert, ironie de l'Histoire, qu'à nourrir ces pauvres Russes en instance de passage vers le capitalisme triomphant.

La situation en Occident...

Malgré les pressions des lobbies militaro-industriels et maintenant militaro-informationnels, les grands de la profession sont réduits à la portion congrue. Le Pentagone envisage une réduction de 25 % des forces armées américaines, soit une économie de 50 milliards de dollars (environ 275 milliards de francs) au cours des cinq années qui viennent (1). Le même organisme souhaite que les Etats-Unis restent la seule superpuissance militaire et rêve de retenir le Japon, l'Europe ou d'autres de menacer cette suprématie. "Nous devons empêcher l'apparition de systèmes de sécurité exclusivement européens" affirmerait un rapport récent (2). Hélas, les prévisions de suppressions d'emplois dans l'industrie de la "défense" atteignent 500.000 d'ici à 1995, sur un total de 3,2 millions. A elle seule, l'aéronautique a perdu 106.000 postes, soit 8% de ses effectifs (3). En France, la programmation militaire 1993-1997 prévoirait une croissance nulle ou très faible, soit une diminution des crédits en francs constants. L'on parle de 18.000 suppressions en 1992, sur 253.000 emplois directs et, d'ici à 1995, 100.000 sur un total de 400.000 pour le secteur (3). La tourmente atteint toute l'Europe : Italie, Pays-Bas, Espagne, etc...

Dans ce contexte, la concurrence s'exacerbe. L'Aérospatiale, documents statistiques en mains, accuse les Américains de livrer des armes quasi-gratuitement à des pays comme Israël, l'Egypte, la Turquie, la Grèce et le Portugal (4).

... Dans la CEI

Mais le plus grand scandale, c'est la liquidation des armements anciennement soviétiques qui inquiète les Occidentaux. Non pas tellement à cause de la dissémination d'armes sophistiquées nucléaires ou pas, tombant dans des mains non "autorisées" ; mais surtout en

raison de la concurrence "déloyale" que ces soldes exercent sur un commerce fructueux. Mikhaïl Bajanov, président russe du Comité d'Etat pour la reconversion, n'a-t-il pas annoncé, le 6 février 1992, à Moscou, lors d'une conférence de presse, que la vente des stocks d'armes pourrait procurer au moins 10 milliards de dollars à son pays alors que le commerce mondial total des armes se serait élevé en 1990 à 22 milliards de dollars (5).

Jean-Marie Cavada, dans une récente "Marche du Siècle" (6), a fait "comparaître", c'est le mot, le général Constantin Kobets, conseiller militaire de Boris Eltsine et M. Bajanov, en présence du juge Romano Dolce de Côme (Italie) et de M. Hubert Curien, ministre français de la Recherche. Le débat a été confus ; les accusations de trafic de plutonium ou d'uranium enrichi portées par le juge ne furent pas très convaincantes. Mais le comble fut atteint par un document présenté par Hervé Brusini de FR3 qui montrait une prétendue tractation entre des interlocuteurs russes (officiels ?) et des acheteurs occidentaux portant sur des composants soi-disant nucléaires comme l'uranium, le plutonium, le germanium (!) et le scandium (!). Les Russes ont fait remarquer, approuvés en cela, heureusement, par M. Curien qu'il y avait là un mélange curieux. En effet, comme chacun peut le constater en consultant un simple dictionnaire, si l'uranium enrichi et le plutonium peuvent effectivement servir à la fabrication de bombes, le germanium et le scandium sont des éléments qui entrent dans la composition de semi-conducteurs électroniques, ce qui n'a évidemment rien à voir. Cela rendait le document peu crédible, car, manifestement, ni H. Brusini, ni J-M. Cavada ne le savaient. Tout ce qui se termine par *ium* n'est-il pas diabolique ? Les Russes eurent alors toute facilité pour affirmer que ces échanges étaient parfaitement contrôlés par les autorités. Furent rassurés ceux qui le voulaient bien !...

En fait, l'ex-armée rouge, les nouvelles républiques de la CEI et toutes les entreprises liées au complexe militaro-industriel ex-soviétique sont dans un tel état de décomposition qu'elles sont prêtes à tout pour acquérir les dollars qui leur permettront de survivre. C'est inquiétant, mais c'est ainsi.

... Et ailleurs

Quant aux pays du tiers-monde, ils rejettent les propositions de réduction des dépenses militaires qui leur sont faites par les membres du G7, au nom de la liberté du commerce, peut-on lire dans "le Monde" (7). Le journal "de référence" essaierait-il de nous faire croire que les pays les plus riches ne disposeraient pas, dans ce domaine, de moyens de pression suffisants, ne serait-ce que le poids de la dette de ces pays ? Pourtant nous savons bien que les achats en question sont réglés directement ou indirectement par le pays fournisseur !

Et, hypocrisie suprême, l'on parle dans les milieux diplomatiques internationaux et à l'ONU de désarmement concerté et contrôlé. Par qui ? Ce qui est valable pour l'Irak l'est-il aussi partout ailleurs ?

Les solutions des Verts...

Sur ce même sujet, les Verts de l'Île-de-France ont édité un tract intitulé *"Les ventes d'armes doivent cesser"* contenant des informations et des propositions avec lesquelles nous sommes, en gros, d'accord. Les Verts affirment que la conception de la défense qui a mené à la course démentielle aux armements n'est plus crédible. Ils proposent de la remplacer par la négociation, la défense civile non-violente et l'embargo économique. Les Etats ne disposeraient plus que de quelques armes à l'exclusion des catégories Atomiques, Bactériologiques et Chimiques. Ils font remarquer très justement que si l'on décompte le coût de la recherche-développement, les prêts presque gratuits, les non-paiements, le coût des importations nécessaires, etc, la balance commerciale extérieure de l'industrie militaire n'est pas aussi positive que les politiciens l'affirment. Ils envisagent le boycott des produits civils fabriqués par les constructeurs d'armement (Thomson, Matra, etc) et le dialogue avec les travailleurs du secteur pour mettre au point des plans de reconversion. *"Il existe plusieurs exemples réussis de (ces plans)... à l'étranger et en France..."* écrivent-ils sans préciser lesquels.

... De l'Union Pacifiste

L'Union Pacifiste est, elle, en faveur du désarmement unilatéral de la France. Il faut bien, en effet, qu'une nation donne l'exemple. La nôtre menacée par personne, n'est-elle pas la mieux placée, eu égard à la réputation des humanistes français ? L'UPF a établi, à cet effet, une proposition de loi soutenue dès maintenant par de nombreuses personnalités dont l'écrivain Bernard Clavel et, au Sénat, par Franck Sérusclat, sénateur-maire de Saint-Fons (Rhône). L'UPF a engagé, sans attendre, le dialogue proposé ci-dessus par les Verts. Des contacts par lettres, sans résultats, ont été pris avec 110 entreprises, les plus importantes du secteur. Mais des délégations menées par Francisca Martinez et André Weiss ont pu être reçues successivement, depuis septembre 1991, par la Commission Paix et Désarmement de la CGT et les Fédérations de la Métallurgie CFTC, puis FO. Les dialogues ont été chaleureux et intéressants, mais la plupart des responsables syndicaux, s'ils sont opposés à la guerre, deviennent réticents lorsqu'il s'agit de rechercher d'autres fabrications que celles pour lesquelles les usines ont été édifiées (8). Et puis, suprême défense, si nous, Français, cessons de fabriquer et de vendre des armes, d'autres, bien vite, le feront à notre place, disent-ils.

Et les nôtres... avec eux

Nous sommes du même avis qu'André Weiss : il n'y a pas d'obstacle majeur, du point de vue technique, pour la transformation des installations de production. Les

arsenaux, qui construisent des chars d'assaut ou des mitraillettes, pourraient, au prix de quelques investissements, fabriquer des réfrigérateurs ou des lave-linge (9). La grosse difficulté réside dans l'écoulement, surtout si l'on considère l'énormité de la masse des produits qu'il faudrait répartir : à qui les vendre ? Les fabricants ne sont-ils pas déjà en mesure de satisfaire largement les besoins des consommateurs solvables ? La concurrence à grand coups de démarques, de soldes et de publicité n'est-elle pas assez vive entre eux ? Comment les constructeurs d'armes renonceraient-ils, et leurs personnels aussi, à des fabrications qui, malgré les difficultés actuelles, sont beaucoup plus aisées à écouler ?

Tous les distributeurs le savent. La production automatisée ne dégage plus, pour ceux qui seraient intéressés, le pouvoir d'achat nécessaire à son propre écoulement. L'armement est le meilleur subterfuge utilisé par les capitalistes afin d'y remédier. La vente en est forcée, sa production n'accroît pas l'abondance de l'offre néfaste au profit et il permet, quand même, de fournir des salaires qui accroissent la demande.

Voilà qui explique, au fond, les blocages et les contradictions syndicales. Les délégués sont bien obligés de soutenir les intérêts à court terme de leurs mandants et ils ne sont pas capables de s'élever à des considérations moins immédiates, même s'il s'agit de menaces mortelles pour des compatriotes. Dans la guerre du Golfe, les Mirage, les véhicules blindés, les missiles, l'armement léger français, n'étaient-ils pas face à face ? Le contre-pouvoir syndical, pourtant indispensable au système, ne fonctionne pas dans ce domaine là.

La plupart des responsables de l'UPF sont conscients que leur démarche est liée à la contestation du système économique. Les discussions avec les représentants syndicaux contraindront forcément ces derniers à une réflexion qui ne peut pas les mener ailleurs. Il devrait en être de même des Verts lorsqu'ils sortiront de leur illusoire neutralité politique.

Il y a une synergie entre l'action pour l'écologie, pour la paix et notre activité en faveur de l'économie distributive. Beaucoup de militants l'ont déjà compris et agissent dans les trois sens. Plus ils seront nombreux, plus les chances de succès s'accroîtront.

— — —

(1) "Le Monde" 7 janvier 1992

(2) "New-York Times" 8 mars 1992

(3) GR n° 909

(4) En réponse aux accusations de Boeing sur le financement par subventions gouvernementales d'Airbus Industries "Le Monde" du 28 mai 1991

(5) "Le Monde" du 11 février 1992

(6) "FR3" 11 mars 1992

(7) 15 octobre 1991

(8) Voir les comptes-rendus détaillés de ces rencontres dans "L'Union Pacifiste" d'octobre 1991, de février et mars 1992

(9) Les usines d'André Citroën qui, en 1918, sortaient des obus en grande série, se sont reconverties rapidement à l'automobile, la paix revenue.

CONFÉRENCES-DÉBATS
"Défense de l'Homme"

salle de la Libre Pensée
10, rue des-Fossés-Saint-Jacques
75005 Paris

Lundi 28 mai à 19 h 30 :

**Le capitalisme
dans tous ses éclats**

par André Prime

Quel coût, la guerre !

Dans mon article "nouveau désordre mondial" de janvier je chiffrai, d'après les renseignements alors en ma possession, le coût de la guerre du Golfe à 50 milliards de dollars. Quelle mesquine estimation! Des études récentes montrent à quel point nous étions loin de la vérité:

- Arabie 60 milliards de dollars
- Koweït 20 milliards de dollars

Avec Allemagne et Japon, cela fait déjà 102 milliards. Si on ajoute les autres pays du Golfe et les belligérants occidentaux (qui ont, comme la France, l'Égypte, etc. reçu des "aides" des pays du Golfe), le chiffre de **120 milliards de dollars** semble un minimum.

En ce qui concerne le Koweït, on estime à 16,5 milliards l'extinction et la remise en état des puits, à 100 millions la reconstruction totale du pays. L'Égypte a vu sa dette estimée à 50 milliards de dollars, allégée de moitié.

L'Arabie Saoudite, par contre, tire merveilleusement son épingle du jeu. Pour compenser la carence de l'Irak et du Koweït, elle a porté sa production de pétrole à 8 millions de barils par jour contre 5,4 auparavant. Les recettes pétrolières pour 1991 ont été de 46,7 milliards de dollars (18 pour les autres pays du Golfe).

En résumé, on peut (prudemment) risquer un coût de la guerre du Golfe, guerre, destructions et reconstructions :

- sans l'Irak, entre 250 et 300 milliards de dollars (au tour en moyenne de 1500 milliards de francs; budget français: 1600 milliards) ;
- avec l'Irak, à un minimum de 400 milliards de dollars.

Sans compter les pertes en vies humaines, estimées selon les responsables de CNN resté sur place pendant la guerre, à 65.000 civils et 120 à 150.000 soldats.

A. Prime.

bloc-notes

Associations et Revues

G.L.E.D

Groupe Liégeois
pour l'**Economie Distributive**
a publié la brochure
"Muter ou chuter"
et diffuse livres et journaux
distributistes en Belgique.
L. Gosset, 21, rue Charles-Hansez
4630 MICHEROUX Belgique

*

G.S.E.D.

Groupe des Salariés
pour l'**Economie Distributive**
11, rue St-Vincent-de-Paul
13000 MARSEILLE

*

EDEN

Equipes pour la Diffusion
d'une **Economie Nouvelle**
2, rue Berthe-de-Boissieux
38000 GRENOBLE

*

UNION PACIFISTE

4, rue L.-Hoche
92100 BOULOGNE
vient d'adresser à tous les
parlementaires une proposition
de loi pour le désarmement
unilatéral de la France.

*

CITOYENS DU MONDE

15, rue Victor-Duruy
75015 PARIS

*

CLUB DE L'AN 2000

contact : L. Gilot
12/59, rue de Belfort
92110 CLICHY

*

A CONTRE-COURANT syndical et politique

4, rue des Iris
52100 SAINT-DIZIER

*

Llaison et Action Contre la FAim

4, sq.du-Nouveau-Belleville,
75020 PARIS

*

ÉVASIONS

publiée par l'Age du Verseau
"Pour une nouvelle
conscience planétaire"
103, Résidence Garderose
33500 LIBOURNE

*

TRANSVERSALES Sciences-culture

prépare un numéro spécial
où il sera question d'éco-
nomie distributive
29, rue Marsoulan
75012 PARIS

*

FRAGMENTS

Lettre mensuelle alternative
de recherche créditiste
5, passage Fontaine-del-Saulx
59800 LILLE

*

TAM-TAM

33, rue de Rénipont
1380 OHAIN Belgique

*

AGIR ICI

pour un monde solidaire
17, place de l'Argonne
75015 PARIS

*

L'HOMME LIBRE

BP.205
42005 SAINT-ETIENNE

*

LA LUCARNE

11, rue du Monnel
7500 TOURNAI Belgique

*

INFOR VIE SAINE

127, rue de Fernelmont
5020 CHAMPION Belgique

*

Marchands d'influence

Les lobbies en France ⁽¹⁾

Apologie, légitimation du lobbying ? Enclin à le tenir pour un fait incontournable, J.D. Giuliani semble le considérer comme l'expression moderne d'une forme nouvelle de démocratie.

Tout vêtu de lin blanc et de probité candide ? Ne forçons pas le trait. Entre les lobbyistes ayant pignon sur rue, se dépensant au service d'intérêts qu'ils estiment, de bonne foi, conformes à l'intérêt général, et ces autres mi-honteux, mi-clandestins qui, au prix de maintes contorsions, se donnent l'illusion d'agir de même, Dieu seul reconnaîtrait les siens. Et quand l'auteur se résigne à faire état d'exemples flagrants de corruption, de trafics d'influence, il recourt prudemment à un conditionnel transparent de certitudes, puis se hâte de clore le chapitre.

Que dit-il ? Que «*les lobbies font partie intégrante de notre système politique*», que «*tout se passe en France sous l'influence des lobbies*» que «*l'explosion des intérêts particuliers se substitue à la recherche d'un intérêt général devenu flou ou remplacé par un objectif commun : gagner plus, vivre mieux*» Giuliani enfonce ici une porte ouverte.

Antres du lobbying : les clubs huppés qui réunissent hauts fonctionnaires, hommes politiques, faiseurs d'opinion et dirigeants d'entreprises se concertant pour élaborer une stratégie politique, amender ou préparer un projet de loi, s'informer mutuellement. Et l'auteur de citer, entre autres, la Fondation Saint Simon, le club La Boétie, le club Le Siècle, laboratoires d'échanges d'idées entre décideurs. Parmi ces autres, il eût fallu comprendre les nombreux organismes intervenant au niveau international et dont l'influence n'est plus à démontrer, cette commission dite **trilatérale** tout particulièrement, dont le livre ne souffle mot.

Omniprésents, les lobbies campent au cœur des Administrations, du Pouvoir et des Institutions, assiégeant sans relâche les centres de décision. A Bruxelles, «*patrie des lobbies*», ils sont 10.000 en opération, constitués souvent en sociétés, cabinets d'avocats, d'experts louant leurs services 4.000 F l'heure. Abonnements auprès de centres de «*consultants*» pour un million de F. l'an. On croit rêver. Débauchage par les sociétés de lobbying des fonctionnaires de l'Institution européenne ? une autre manière de rémunérer leurs services et de s'assurer de leur entregent pour l'avenir auprès de leurs anciens collègues, mais un «*pantouflage*» que l'auteur condamne avec une vigueur non feinte.

Qui a dit ?

Réponse de la page 8 : Il s'agit d'Olivier Giscard d'Estaing, frère de l'ex, Président de la Ligue européenne de coopération économique. L'article est paru dans le Figaro du 24-2-1992 sous le titre «pour un nouvel ordre économique mondial».

Les Eurocrates jouent avec le feu. Ils se compromettent, assurés de l'impunité, préparant leur point de chute. N'entre pas qui veut dans le cénacle européen. Tous ces gens qui y vibronnent cultivent le souci d'entretenir la flamme, l'idéologie qui sied à leurs propres desseins et leur vaut de somptueuses rémunérations exemptes d'imposition. Les «*solides convictions européennes*» dont ils se targuent ne sauraient toutefois légitimer l'incarnation d'un intérêt européen. Disons qu'ils se sont seulement décernés en rond l'aura d'une légitimité qu'il reste à faire partager aux innombrables victimes présentes et à venir du projet européen. En fait, les «*solides convictions européennes*» ne sont que celles d'une camarilla, d'une dérisoire minorité d'Eurocrates imposant leurs «*directives*» aux Etats-membres, directives élaborées en étroite collaboration avec les lobbyistes pour être soumises, pour la forme, au vote des Assemblées élues.

Ouverte aux lobbies, la CEE reste sourde, en revanche, à toute intervention intempestive. Un lobby anti-européen a peu de chance de mobiliser les médias et la France apparaît bien noyée dans le magma bruxellois, incapable de s'en dégluer par un référendum.

Le lobbying, un substitut à la représentation électorale ? Si l'on admet que l'intérêt général peut se comprendre comme une somme d'intérêts catégoriels, il faudrait élargir le champ d'action des lobbies à l'ensemble des catégories socio-professionnelles qui toutes, loin s'en faut, n'orbitent pas dans la sphère du profit. Ainsi conçu, le lobbying deviendrait l'expression d'une réelle démocratie, les arbitrages rendus sur avis de commissions ad hoc, d'experts compétents dûment informés et documentés.

Il manque surtout un lobby des consommateurs et usagers victimes de l'économie de marché, des profits qui font les prix, des abus de toutes sortes, un lobby apte à promouvoir un changement de société conforme aux exigences humaines d'entraide et d'un mieux-vivre généralisé que devraient autoriser l'explosion du progrès technologique et la diminution du temps de travail. Abondance encouragée et mieux répartie, loisirs accrus à plein revenu ? Notre époque n'en prend guère le chemin.

Son efficacité mise en évidence par J.D. Giuliani, le lobbying pourrait devenir l'une des voies privilégiées qu'auront à emprunter ceux-là que l'on qualifie, aujourd'hui, d'utopistes, en vue d'accéder aux centres de décisions et y imposer le préalable d'une étude attentive d'un projet de société économiquement et monétairement novateur, d'ores et déjà prêt à l'emploi.

— — —
(1) Par Jean-Dominique Giuliani (Editions du Seuil, octobre 1991).

Henri MULLER

De nombreux lecteurs ont été impressionnés par les termes de René Lenoir, Directeur de l'ENA, publiés dans le Monde du 11 février dernier, dans sa rubrique "Débats" et que J-P. Mon a rapportés ici même dans notre numéro de mars. Il employait en effet les termes que nos lecteurs connaissent : «*Nous entrons dans une société capable de produire de plus en plus avec de moins en moins d'hommes. Il faudrait inventer une autre société. Disons que le plus grand problème n'est plus la production, c'est la distribution*».

Nous ne pouvons nous empêcher de faire le rapprochement entre ces propos et l'intervention de Gérard Lecha au cours de la Semaine Sociale de Paris en novembre dernier. Le thème des débats était "Concurrence et solidarité. L'économie de marché, jusqu'où ?" On voit qu'il se prêtait en effet à une intervention pour rappeler nos thèses à des sociologues se penchant sur une question aussi essentielle. R. Lenoir, ancien secrétaire d'Etat à l'Action Sociale y fit une conférence dont le titre était "Liberté, initiative et interventions publiques". Gérard Lecha en fut à la fois enthousiasmé et sceptique au point de lui poser deux questions : 1. Se préoccupe-t-on vraiment d'une finalité de l'économie concernant l'humain ? 2. Rappelant que M. Camdessus, la veille, avait estimé que les leçons de la crise de 29 avaient été tirées, G. Lecha a confié à R. Lenoir qu'il n'en était pas persuadé et qu'il était curieux de savoir s'il considérait les thèses d'un autre ancien secrétaire d'Etat, J. Duboin, comme folles, utopiques ou ... fondées ? G. Lecha en profita pour les rappeler et il nous écrit : "M. Lenoir me fit l'honneur de reconnaître la pertinence de la question et affirma devant la salle au grand complet que les remarques de Duboin restaient entièrement valables aujourd'hui, que l'on n'avait effectivement pas tiré les bonnes leçons des années 30". Et de reconnaître : "On a tous la mémoire courte et puis aujourd'hui les médias nous fascinent complètement".

Franchement, cela fait plaisir. Encore une graine semée qui germe..

Voici, à titre d'information, le texte de l'article 4 de la

PROPOSITION DE LOI

pour le désarmement unilatéral de la France,
que l'Union Pacifiste de France vient de publier :

"Les mesures de reconversion consécutives à la présente loi ne devront pas entraîner de pertes pécuniaires pour les salariés qui subiront cette reconversion. L'ensemble du personnel attaché aux usines, arsenaux et établissements divers concernés jouira sans aucune suspension de tous les droits et avantages qui étaient les siens avant le vote de cette loi. Les appointements de tous, pendant la période de reconversion, seront prélevés sur l'ancien budget de la Défense Nationale".

Vers une discussion des remèdes

... Voici trois suggestions convergentes qui pourraient vaincre l'épidémie de chômage, produit vénéneux de la guerre économique.

1. Un traitement à court terme

Au vu du tableau des affaires à l'échelle macro-économique, Alain Minc plaide contre le goutte-à-goutte du RMI, pour une allocation mensuelle de pré-emploi d'environ 4.500 F. Il en espère 1° une ré-injection d'activité par la consommation de base, 2° une mobilisation véritable des formations par l'éducation permanente ; ces deux actions suffiraient d'après lui à ranimer l'embauche : la surdépense des budgets Travail et Education serait largement compensée par l'extinction de l'énorme passif en coûts annexes du chômage...

2. Une enquête à faire

Quelqu'un a-t-il déjà mis en parallèle, par zones sur la carte, par secteurs catégoriels et par tailles d'entreprises les pourcentages de pertes d'emploi avec les indices correspondants de surproductivité-mévente ? On pourrait en tirer une dynamique des comportements de l'adaptation au marché et définir les facteurs objectifs du non-emploi...

3. Le contrat civique

C'est la direction inspirée par l'enquête présentée dans la G. R. de décembre 1991 par M-L Duboin. L'institution de ce contrat rénoverait l'orientation et l'embauche, il mettrait fin au blocage social. Pour le contractant, ce serait un autopilotage volontaire, gage de vie professionnelle libre à travers les nécessaires recyclages. Pour la société, les ensembles de dossiers-contrats seraient une image en projection d'avenir... à chacune des échelles présentées ci-dessus en 2.

Ce tableau-là est encore plus vital que les listes d'offres d'emploi ; il serait plutôt à comparer avec le bilan des stratégies des producteurs, base actuelle de toutes les émissions bancaires. Le problème à résoudre, c'est, il me semble, l'audit des demandes de contrat. Une certaine forme de tels conseils existe déjà dans de grandes entreprises et dans certains corps de l'Etat où la gestion a été bien comprise. Mais sa généralisation demandera un effort de rénovation des esprits qui n'est pas actuellement décelable par le citoyen moyen. On pourrait faire appel à des cadres d'organisation, des syndicalistes courageux, des éducateurs ; le projet est d'une telle nouveauté qu'il serait bon de rechercher des exemples réussis, et tenter de toutes pièces quelques essais. Le contrat civique peut-il donner droit à un revenu de citoyenneté? Affirmatif. Fondée sur autre chose que l'utilité sociale? C'est selon. Ces questions sont trop d'essentiel avenir pour qu'on les oublie.

Ne nous endormons pas dans la critique a posteriori.

Paul VILA.

Plusieurs très anciens abonnés nous ont écrit pour critiquer le contenu de certaines lettres publiées ici. Il est bien évident que nos lecteurs en exprimant dans cette rubrique leurs opinions personnelles ils acceptent de se voir critiquer par d'autres lecteurs.

Une lettre, envoyée par J.B., de Paris, et publiée dans notre numéro de mars, a suscité bien des protestations.

Un premier lecteur lui en veut d'avoir affirmé qu'il puisse exister un "bon profit" (présenté pourtant comme le salaire de la conscience de l'artisan dans son travail) :

«M. J.B. parle de profit-émulation, omettant d'expliquer le trajet ainsi que la finalité de ce profit-financier : le prix des produits de qualité de X est supérieur à ceux de Y et Z, vendant des marchandises de qualité inférieure, par non-motivation ou par impératif de compétition?... Pour moi, l'émulation, la créativité par et pour le fric, ça ne tient pas la route...»

La motivation? L'homme n'est ni bon ni mauvais, son comportement est fonction du milieu qui le conditionne. Changer ce milieu, c'est changer son comportement. Et pour ce faire, il importe de changer le rôle et la finalité de la monnaie, cette roche tarpéienne qu'aucun de nos politiciens actuels n'ose mettre en accusation. D'autres valeurs? L'honnêteté sous tous rapports n'est pas la moindre ; la conscience, le respect d'autrui, de l'environnement, la tolérance, l'éthique du beau et bon travail accompli, sans contrainte vénale, sans hochet, avec cette satisfaction d'être utile, de servir ses semblables sans alimenter un circuit financier occulte, imposant son diktat, sans remplir l'escarcelle de ceux qui tirent les marrons du feu dans la société capitaliste, aliénante et déshumanisante.... D'aucuns diront : «La nature de l'homme...» avec sous-entendus et refrains du même genre. Les Pasteur, Flemming, Curie etc, étaient-ils motivés par le fric?... Il est bien évident que le rejet du FRIC-ROI implique une éducation de base.»

E.B. Le Pellerin.

*Même réaction chez un autre lecteur :

"Je suis content de votre journal, mais dans le courrier des lecteurs, je trouve pour ma part que beaucoup ne sont pas dans la ligne distributive et il ne faut pas mélanger les systèmes actuels avec. Nous sommes en plein régime capitaliste où le mot "Profit" est roi dans toutes les matières".

P.I., Nantes.

Un troisième lecteur lui reproche d'avoir écrit que Robespierre et Saint-Just «ont jadis sauvé la République en livrant à la guillotine les accapareurs» :

"Je voudrais seulement vous faire une petite remarque au sujet d'un courrier de vos lecteurs ... Il vaudrait mieux que l'humanité se dispense des Robespierre et autres Saint-Just pour résoudre ses problèmes. Je trouve les solutions "guillotine", camps et hôpitaux psychiatriques un peu lassantes. Le bonheur des autres malgré eux n'a pas encore donné de très bons résultats".

J.M., Deuil la Barre.

H. Brevançon, dans notre numéro 908, avait écrit à propos du chômage, des propos qui lui ont valu des objections auxquelles il tient à répondre personnellement.

...Pourquoi supprimez-vous l'allocation chômage ?

Réponse de B.H.: *le pourcentage actuel du chômage se situe entre 10 et 11 %, si vous réduisez le temps de travail de 25 %, le réemploi ne peut que suivre ; la grande masse des chômeurs provient de la grosse industrie : sidérurgie, automobile, mines, textile... s'il y a déséquilibre entre l'offre et la demande, les intéressés seront invités à changer de branche, la plupart n'étant pas fortement spécialisés, j'ajoute qu'une mesure supplémentaire s'impose : un sérieux rétrécissement de l'éventail des salaires qui permettrait à certains d'accepter, éventuellement, un poste au-dessous de leur qualification ; en outre, l'énorme charge financière de l'indemnisation du chômage pourrait servir à amplifier les mesures de formation et de recyclage.*

...Comment pourrez-vous imposer ces mesures ?

Réponse de B.H.: *A l'occasion d'élections européennes (Parlement) le vote de deux millions de chômeurs et bientôt trois n'étant pas négligeable, et en démontrant aux autres que vu le progrès galopant de la technique, le spectre du chômage se profile à l'horizon de tout un chacun si l'on ne se résout pas à partager le travail...*

Marie-Louise Gibbs désirerait entrer en contact avec des distributistes de l'Ariège, de la Haute-Garonne, des Pyrénées-Orientales, ou de l'Aude.

Sylvie Bernal avec des distributistes de l'Aveyron.

M. Dehousse souhaite entrer en contact avec distributistes de la région de Bordeaux-Pessac.

Ecrire au Journal qui transmettra.

"A la lecture de votre journal que je trouve très intéressant, je m'interroge vivement sur la concrétisation de ces pensées maintenant. Qu'est-il possible de faire, comment agir dans ce sens ? J'ai le sentiment qu'on peut attendre longtemps un consensus national, et maintenant européen... et international pour former cette nouvelle société... Si on pouvait déjà y tendre. Informer c'est bien, mais que peut-on faire à l'échelle individuelle ?".

H.Y., St-Julien en Quint.

Notre réponse : c'est vrai qu'on se sent toujours individuellement impuissant, devant l'immensité de la misère dans le monde. Mais en faisant comprendre nos analyses autour de nous, en amenant les gens à réfléchir au lieu d'avalier tout ce qu'on leur fait généralement admettre, on sème des graines et elles germent. Tôt ou tard. Surtout quand les événements nous apportent tous les jours de nouveaux arguments.

◇ *Pour votre propagande,*

* *la réédition d'un livre plein d'humour de Jacques DUBOIN :*

KOU, L'AHURI ou la misère dans l'abondance

écrit en 1935, dans un style caustique pour dénoncer (déjà) le conservatisme des économistes classiques (65 F franco)..

(L'autre réédition, que nous avons faite en 1981, "*Les yeux ouverts*" est épuisée).

* *une brochure à faire lire :*

L'ECONOMIE LIBÉRÉE

par Marie-Louise DUBOIN, résumant et actualisant les thèses distributistes. Un outil de travail efficace, facile à lire, court et avec de nombreux graphiques. (22 F l'une, franco)

◇ *Pour votre réflexion personnelle, un roman :*

LES AFFRANCHIS DE L'AN 2000

du même auteur. Se lit comme un roman pour faire comprendre les mécanismes de l'économie actuelle et ceux d'une économie alternative. L'économie distributive vécue dans ses détails.

(Edition Syros, 300 pages, 85 F, franco).

◇ *Pour animer une discussion :*

UN SOCIALISME À VISAGE HUMAIN

le texte d'une conférence d'André PRIME

- en une brochure rédigée dans le style de la conversation, (36 pages, 20 F, franco),

- sur une cassette audio enregistrée pour vous servir d'introduction quand vous voulez amener quelques amis à discuter (durée 50 minutes, prix 70 F avec la brochure, franco).

◇ *Pour offrir un résumé rapide de nos thèses :*

L'ECONOMIE DISTRIBUTIVE ET LES TRANSITIONS

un numéro hors série (Janvier 1992), permettant de prendre rapidement connaissance de nos propositions, (16 pages, 25 F franco).

Tous ces documents peuvent être commandés au journal.

***Envoyer la commande accompagnée du chèque correspondant à
La Grande Relève, BP 108, 78110 Le Vésinet, CCP N° 13 402.39 M Paris***